

# Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981

Philippe JUHEM

**P**rojeté cinq années dans le futur, un électeur ayant voté pour un candidat de gauche lors des législatives de 1978 aurait sans doute manifesté quelques signes de perplexité devant la situation idéologique qu'il eût alors rencontrée : les journaux qu'il était habitué à lire, *Le Matin de Paris* et *Libération*, réhabilitaient le profit et la figure de l'entrepreneur en inaugurant des rubriques boursières, le Parti socialiste défendait la « rigueur » salariale et les intellectuels habitués du premier rang des cortèges étaient réputés être devenus silencieux<sup>1</sup>. Ses propres amis, auparavant si attachés à « la gauche<sup>2</sup> », lui eussent probablement paru curieusement modérés. Le hiatus entre les énoncés pouvant être tenus dans différents espaces sociaux – champ de l'information politique, champ de production intellectuelle, champ politique – avant et après 1981, permet de discerner un processus qui, en l'espace de trois ans, a transformé non

---

1. Je remercie L. Pinto pour sa lecture attentive et ses commentaires. Le texte final n'engage bien entendu que son auteur.

2. Dans la suite de ce texte, nous placerons entre guillemets les termes de « droite » et de « gauche » toujours susceptibles d'être lus dans une acception partisane. La notion de « camp » politique, issu du langage des acteurs, nous permettra de désigner les réalités sociales complexes que constituent « la droite » et « la gauche » : alliances électorales de partis, mais aussi entreprises de presse associées, discours et thématiques historiquement constitués, catégories de l'entendement partiellement constitutives de la réalité qu'elles servent à décrire, sentiments d'appartenance partisane souvent profondément ancrés.

seulement le contenu des oppositions partisans mais aussi les modalités du pensable en politique. La brutalité de cette évolution fait que ce sont souvent les mêmes responsables partisans et les mêmes dirigeants de rédaction qui vont, avant et après 1981, adopter des positions politiques ou éditoriales diamétralement opposées. Le passage d'une gauche « revendicative » à une gauche « gestionnaire » a ainsi entraîné une modification de la configuration idéologique et journalistique qui a déconcerté tous ceux pour qui les catégories stabilisées de droite et de gauche constituaient des repères permettant l'intelligence du monde social.

En nous appuyant sur l'analyse des transformations qui ont affecté à partir de 1981 le champ de l'information politique – en particulier l'abaissement du niveau d'engagement partisan des journaux nationaux – nous chercherons à retracer comment la victoire des partis d'opposition en 1981 et l'évolution de leur offre politique ont modifié les contraintes de positionnement idéologique s'imposant aux acteurs intervenant dans les espaces de production journalistique et culturelle associés au champ politique. Nous ne décrirons pas ce processus comme une « émancipation » des journalistes de la « tutelle » des hommes politiques ou encore comme un des effets éventuels de l'arrivée au sein des rédactions de journalistes issus d'écoles spécialisés, « professionnalisation<sup>3</sup> » conduisant à une plus grande « objectivité » dans le traitement de l'actualité politique. C'est la conjoncture commerciale nouvelle (ici la baisse des tirages de la presse de gauche) qui va conduire les hiérarchies rédactionnelles à imposer – sous couvert « d'objectivité à l'anglo-saxonne » et de « professionnalisme » – à des journalistes souvent réticents la « neutralisation » de lignes éditoriales dont le caractère engagé est interprété comme la cause de la crise des ventes après 1981. Cette « neutralisation », qui va affecter la presse de gauche, ne renvoie pas ici principalement à un processus morphologique de long terme de « professionnalisation » du personnel journalistique ou encore à des contraintes commerciales inéluctables – avant 1981, la presse de gauche engagée est au contraire une excellente affaire commerciale<sup>4</sup> ; elle peut

---

3. Les journalistes issus d'écoles professionnelles, y compris ceux engagés au début des années 1970 en plein procès de « politisation » de la presse de gauche, n'étaient pas en mesure de peser dans les choix éditoriaux au milieu des années 1980. Les journalistes issus d'écoles professionnelles, même ceux engagés au début des années 1970 en plein procès de « politisation » de la presse de gauche n'étaient pas en mesure de peser sur les choix éditoriaux au milieu des années 1980. Même aujourd'hui, il semble que les journalistes issus d'écoles professionnelles parviennent difficilement au sommet des hiérarchies rédactionnelles parce qu'ils sont en concurrence, en tout cas dans les grandes rédactions nationales, avec des journalistes ayant une formation plus « généraliste » et plus « intellectuelle », par exemple les diplômés de Sciences Po. En outre, le moindre engagement politique ou la meilleure maîtrise, par les anciens élèves d'écoles professionnelles, de l'expression journalistique de leurs préférences sociales et partisans restent à établir.

4. L'hypothèse qu'une contrainte commerciale naturelle conduirait sur le long terme les journalistes, confrontés à une demande de plus grande « objectivité » partisane issue du public,

davantage s'analyser comme une stratégie développée par les hiérarchies de l'ancienne presse d'opposition pour redresser une image publique « politisée », perçue, dans la conjoncture politique de l'après 1981, comme un handicap commercial. Ainsi, il s'agira de montrer comme l'alternance de 1981 et l'installation des socialistes au gouvernement vont indirectement affecter la structuration du lectorat et du marché de la presse d'opinion, requérant de nouveaux comportements journalistiques – notamment une prise de distance ostensible avec le personnel politique proche. Dans cette perspective, la neutralisation des lignes éditoriales des journaux de gauche n'est que l'effet émergent d'un ensemble d'évolutions brutales de l'offre politique et idéologique provoquées par l'alternance de 1981. Il s'agira de comprendre comment la redéfinition des chaînes d'interdépendance entre personnel politique, journalistes et électeurs, consécutive à l'élection de François Mitterrand, va profondément modifier les modalités du débat public, l'économie des perceptions et des représentations politiques et par conséquent le lectorat de l'ancienne presse d'opposition.

### **L'emprise des logiques politiques sur l'information au tournant des années 1980**

Durant la décennie 1970, la production de l'information apparaît fortement dépendante des luttes politiques et segmentée selon des logiques partisans. Une presse « de gauche » comprenant *Le Monde*, *Le Nouvel observateur*, *Le Canard enchaîné*, *Libération*, *L'Humanité* et depuis 1977 *Le Matin de Paris*, s'oppose à une presse « de droite » incluant *Le Figaro*, *L'Aurore*, *France-Soir*, *Le Point* et *L'Express* auxquels certains ajoutent les journaux télévisés et radiodiffusés qui, s'ils apparaissent plus neutralisés que les quotidiens de presse écrite, sont alors mis en cause par les porte-parole de l'opposition pour leur caractère partisan<sup>5</sup>. Cette dichotomie politique régit un système de prises de positions contradictoires entre la presse d'opposition et la presse

---

à la « neutralisation » de leur ligne éditoriale ne concorde par avec les données de l'observation. Il apparaît au contraire qu'en fonction des conjonctures partisans, la « demande » du public exprimée en terme d'accroissement des ventes peut favoriser les titres engagés – *Le Monde* ou *Le Matin* avant 1981, *le Figaro* après, *Le Monde diplomatique* aujourd'hui. En fait, tout se passe comme si les titres critiques bénéficiaient d'un accroissement de leurs ventes, et que la position plus ou moins critique des rédactions dépendait essentiellement du parti que la conjoncture politique place au gouvernement.

5. Entre 1958 et 1981, les présidents des chaînes de télévision ainsi que les journalistes responsables de l'information dans les journaux télévisés sont nommés par le gouvernement en raison de leur proximité politique avec la majorité présidentielle. Le gouvernement exerce ainsi une influence effective sur le contenu même des journaux télévisés. Cf. notamment Bourdon (J.), *Histoire de la télévision sous de Gaulle*, Paris, INA-Anthropos, 1990 et *Haute fidélité. Pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 102-105 ; Mercier (A.), *Le Journal télévisé*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996, p. 29-73 et Chauveau (A.), *L'audiovisuel en liberté ? Histoire de la Haute autorité*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, p. 31-61.

favorable à la majorité, qui diffèrent aussi bien par la sélection et la description des « faits » que par l'orientation des commentaires éditoriaux. Le caractère partisan du contenu des journaux s'explique par le mode de constitution des entreprises de presse à partir de la Libération, pour la plupart reprises ou financées dans le but de servir de tribune politique<sup>6</sup>. L'engagement des journalistes et des responsables de rédaction au sein d'un « camp » partisan s'est le plus souvent affirmé dans une configuration politique où le niveau d'antagonisme entre la « gauche » et la « droite » était élevé – de la guerre d'Algérie à Mai 1968. A partir de 1972, le renforcement de la différenciation des offres politiques entre une coalition gouvernementale et des partis d'opposition rassemblés autour du Programme commun et l'intense travail politique de délimitation des frontières entre « la gauche » et « la droite » que suscitent des rivalités électorales de plus en plus aiguës rendent difficile la définition d'une ligne éditoriale refusant de marquer un soutien à l'une ou l'autre des factions politiques. Face à la tutelle que le gouvernement exerce sur les journaux télévisés qui deviennent à cette époque le principal moyen d'accès à l'actualité politique<sup>7</sup>, les dirigeants du Parti socialiste sont alors conduits à rechercher le soutien actif et quasi militant des journalistes de la presse d'opposition<sup>8</sup>. Les logiques de l'affrontement entre « la droite » et « la gauche » tendent donc à s'imposer au secteur de l'information, accentuant l'enrôlement des rédactions et des journalistes dans des camps politiques. Les journalistes de chaque « camp » tendent à redoubler le travail politique des porte-parole des partis en proposant à leurs lecteurs une mise en forme journalistique de l'interprétation de l'actualité propre à chacune des principales alliances électorales. Les luttes symboliques pour l'établissement d'un diagnostic critique sur la situation économique et sociale – les causes de

6. Cf. Martin (M.), *Médias et journalistes de la République*, Paris, Odile Jacob, 1997, p. 291-293 ; Delporte (C.), *Les journalistes en France 1880-1950*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 401-417.

7. Le taux d'équipement des ménages en postes de télévision passe de 6 % en 1957 à 40 % en 1964 puis à 70 % en 1970 (source Insee, cité dans Bourdon (J.), *Haute Fidélité*, op. cit., p. 354). Dans le même temps, la lecture des quotidiens nationaux tend à reculer. Le tirage total de la presse nationale culmine à cinq millions d'exemplaires par jour en 1968 puis diminue jusqu'en 1976 pour se stabiliser à environ trois millions d'exemplaires quotidiens ; cf. Charon (J.-M.), *La presse en France de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 96.

8. L'affaire dite des « diamants » permet de mesurer quasi expérimentalement l'emprise du gouvernement sur les journaux télévisés, les radios et certains secteurs de la presse écrite. Le jour de la parution dans *Le Canard enchaîné* du premier article révélant l'affaire, les journaux de presse écrite réagissent de façon prévisible, selon la ligne politique qui leur est propre : les quotidiens classés « à gauche », *Libération*, *Le Matin de Paris* et *L'Humanité*, reprennent l'article du *Canard enchaîné* et donnent de l'ampleur aux accusations formulées tandis que l'agence France-Presse, la presse classée « à droite » et surtout les journaux télévisés temporisent en donnant moins de place à l'affaire. Le journal *Le Monde*, en reprenant en première page l'article du *Canard enchaîné*, rend plus difficile – par son audience et sa réputation professionnelle – l'effort du gouvernement pour confiner la publication des informations sur l'affaire dans les pages des journaux d'opposition. Pour une analyse des processus de révélation scandaleuse en politique voir Alain Garrigou, « Le boss, la machine et le scandale », *Politix*, 17, 1992.

l'augmentation du chômage et de l'inflation à partir de 1974, les « inégalités sociales », la possibilité d'une politique économique différente – sont alors menées autant par les journalistes de la presse d'opposition que par les dirigeants des partis « de gauche ».

Entre 1976 et 1981, la généralisation des dénonciations du caractère « partisan » de l'information à la télévision – dénonciations émanant à la fois du RPR et de l'opposition<sup>9</sup> – conduit les électeurs les plus proches de « la gauche » à confondre dans une même désapprobation le personnel gouvernemental et les hommes de médias soupçonnés d'accepter de produire et de diffuser une information biaisée. Les sifflets qui, lors de la fête de la Bastille le soir du 10 mai 1981, visent autant Jean-Pierre Elkabbach, Alain Duhamel et Etienne Mougeotte que Raymond Barre ou Valéry Giscard d'Estaing<sup>10</sup> sont révélateurs de la faible distance symbolique qui séparait alors les responsables de l'information télévisée et les hommes politiques de ce que certains appelaient alors « l'Ancien régime ». Dans une moindre mesure, du côté de la presse écrite nationale, jusqu'au début des années 1980, les positions de journaliste et de militant sont perçues comme proches ; un rédacteur peut apparaître engagé au côté d'un « camp » partisan sans encourir de perte de crédibilité professionnelle, une telle implication dans les luttes politiques constituant même souvent la condition d'exercice de son métier. La distinction tranchée entre une activité « journalistique » et une activité « politique » représente un obstacle à la compréhension des relations existant entre les journalistes et le personnel politique avant 1981 – et sans doute pour une part, après cette date. Si nous sommes portés aujourd'hui à sous-estimer le rôle des logiques proprement politiques dans l'exercice de l'activité journalistique et l'attitude militante qui était celle des journalistes de la plupart des rédactions nationales de presse écrite ou audiovisuelle, c'est parce que nous sommes placés dans une configuration politique où les rôles de journaliste et de porte-parole de parti sont plus nettement distincts et où une plus grande euphémisation de l'orientation partisane des commentaires journalistiques est requise.

#### *Des trajectoires professionnelles segmentées*

L'enrôlement des rédactions dans les luttes politiques contribue à associer aux journalistes une étiquette partisane : les dirigeants des rédactions, les éditorialistes ou les rédacteurs de moindre rang sont embauchés et promus en raison notamment de leur affinité avec la ligne politique de leur journal. Une fois établie, cette étiquette les rend difficilement employables – pour des

9. Cf. par exemple Chauveau (A.), *L'audiovisuel...*, op. cit., p. 58-61 et Mitterrand (F.), *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, 1980, p. 106.

10. Cf. Favier (P.), Martin-Roland (M.), *La décennie Mitterrand*, Paris, Le Seuil, 1990, t. 1, p. 39 et Chamard (M.-E.), Kieffer (P.), *La télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992, p. 29.

raisons de cohérence éditoriale et de crédibilité professionnelle – dans une rédaction dont la ligne politique serait contraire à leur identification. La mobilité professionnelle des journalistes de la presse nationale s'opère donc au sein de réseaux politiquement structurés. *Le Canard enchaîné*, *Le Matin de Paris*, *Libération*, *Le Monde*, *Le Nouvel observateur* et ultérieurement *L'Événement du jeudi* sont susceptibles d'échanger des journalistes comme peuvent le faire également *L'Express*, *Le Point*, *Le Quotidien de Paris* et les quotidiens du groupe Hersant.

66 % des 73 journalistes de *Libération* qui, entre 1973 et 1993, quittent le quotidien et demeurent dans le journalisme sont embauchés dans des journaux « de gauche » (n = 48) dont dix-huit pour *Le Nouvel observateur*, onze pour *Le Monde*, cinq pour *L'Événement du jeudi*, cinq pour *Le Matin de Paris* et huit pour divers titres « de gauche » (*Actuel*, *Le Monde diplomatique*, *Le Monde de l'éducation*, *L'Autre journal*). Seuls 11 % (n = 8) iront travailler dans la presse classée « à droite » (dont cinq à *L'Express*, un au *Point*, un à *La Tribune de l'économie* et un au *Parisien*, alors considéré plus « à droite » qu'aujourd'hui) ; 23 % (n = 17) partent dans des journaux dont la ligne politique est moins clairement identifiée<sup>11</sup> (*Courrier international*, *Le Journal du dimanche*, etc.). Une analyse similaire montrerait que les journalistes du *Matin de Paris* ont été majoritairement réembauchés au sein de la presse « de gauche » tandis que ceux du *Quotidien de Paris* l'ont été dans les journaux « de droite ».

Les embauches matérialisent l'existence de réseaux professionnels fondés partiellement sur l'appartenance politique qui tendent à favoriser l'arrivée d'un journaliste là où d'anciens membres de sa rédaction d'origine occupent déjà des postes de responsabilité, mais également les contraintes de crédibilité idéologique qui s'imposent aux producteurs intellectuels. Le passage d'un segment de la presse à un autre est pour un journaliste d'autant plus coûteux qu'il occupait une position plus élevée au sein de son ancienne rédaction et qu'il était plus étroitement associé à une tendance partisane. Les cas de transgression suscitent alors de fortes polémiques parmi les journalistes et les hommes politiques. Lorsqu'en 1980, Claude Perdriel veut engager au *Matin de Paris* Alain Froissart jusque là au *Figaro*, la rédaction se met en grève pour protester contre l'arrivée d'un journaliste classé « à droite ». En 1989, le départ de Franz-Olivier Giesbert du *Nouvel observateur* pour *Le Figaro* est violemment critiqué par la presse « de gauche » et les dirigeants socialistes, alors même que l'intensité des affrontements partisans est moindre qu'en 1981<sup>12</sup>. C'est bien parce que les journalistes sont

11. Nous avons réalisé ce décompte à partir des indications biographiques reproduites dans Perrier (J.-C.), *Le roman vrai de Libération*, Paris, Julliard, 1994, p. 422-459. Cf. aussi Guisnel (J.), *Libération. La biographie*, Paris, La Découverte, 1999, p. 280.

12. L'objectif de R. Hersant, est alors de transformer l'image jugée trop engagée « à droite » du *Figaro* après le soutien apporté à J. Chirac entre 1986 et 1988. Cf. Roucaute (Y.), *Splendeurs et misères des journalistes*, Paris, Calmann-Lévy, 1991, p. 158-161 ; Berger (F.), *Journaux intimes. Les aventures traği-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris, Robert Laffont, 1992, p. 365-373. Le contenu des éditoriaux de F.-O. Giesbert au *Figaro* montrera qu'à ce nouveau poste

considérés par le personnel politique et par une partie des lecteurs comme des auxiliaires des luttes partisans et les quotidiens comme de quasi-tribunes politiques que le passage d'un journaliste d'une rédaction « de gauche » à un titre « de droite » est susceptible d'apparaître comme une entorse incompréhensible aux principes et aux logiques du jeu partisan.

*Le contrôle du personnel politique sur le secteur de l'information*

L'embauche de journalistes en accord avec la ligne politique des quotidiens n'est pas la seule procédure assurant, avant 1981, la conformité de la production journalistique aux contraintes des luttes partisans. Les articles qui échappent à la logique des oppositions droite-gauche – un commentaire critique envers le porte-parole d'une formation ordinairement soutenue ou, inversement, un article favorable à un responsable politique opposé à la ligne officielle du journal – suscitent les protestations du personnel politique ou des lecteurs auprès de rédactions qui ont alors rarement la capacité de négliger ces interventions. Au sein du groupe de presse de Robert Hersant ou dans les rédactions des médias d'Etat, les règles décourageant la critique des personnels politiques de la majorité sont suffisamment manifestes pour se transformer en autocontrainte. Mais au sein des journaux de gauche également, l'identification des journalistes à la ligne éditoriale oppositionnelle de leur rédaction et les protestations occasionnelles des lecteurs ou du personnel politique associé conduisent les journalistes à intégrer dans le processus de rédaction de possibles réactions de mécontentement et aboutissent à une forte cohérence entre l'offre politique et journalistique de l'opposition<sup>13</sup>. Plus généralement, la position dominée des journalistes vis-à-vis des porte-parole des partis avant 1981 tient au fait que pour beaucoup de lecteurs, les nécessités des luttes politiques apparaissent prioritaires – et notamment, dans le cas de la presse d'opposition, la défaite de « la droite » – et imposent une retenue dans les

---

correspondent de nouvelles références politiques et un nouveau camp partisan, c'est-à-dire que loin de contredire les logiques de l'organisation segmentée du champ de l'information (comme aurait pu le faire le maintien d'un rédacteur en chef « de gauche » dans un journal classé « à droite ») le départ de F.-O. Giesbert du *Nouvel observateur* n'en constitue qu'une illustration supplémentaire. On peut tenter d'imaginer les polémiques auxquelles aurait donné lieu le passage du rédacteur en chef du *Nouvel observateur* à la direction du *Figaro* avant 1981. On peut avancer l'hypothèse que, difficile en 1989, un tel changement de journal et de camp politique aurait été structurellement « impossible » avant 1981 puisque encore beaucoup plus coûteux socialement pour le transfuge.

13. L. Pinto parle de « censure de gauche » pour décrire la difficulté pour un journaliste « de gauche » – y compris ceux disposant des plus fortes ressources journalistiques et politiques – d'apparaître ouvertement favorable à un homme ou à des idées identifiés à l'autre « camp » politique : « Le débat idéologique prend souvent la forme, imposée par la censure de gauche, du jugement psychologique sur la personne de Giscard » (*L'intelligence en action : Le Nouvel observateur*, Paris, Métailié, 1984, p. 193).

commentaires. Les journaux cherchent alors à ne pas encourir l'hostilité des porte-parole des formations dont ils sont proches, puisqu'une partie de l'intérêt qu'ils représentent pour un lectorat partiellement sélectionné par leur orientation partisane provient du soutien qu'ils apportent à ces partis et de la surface rédactionnelle qu'ils consacrent à leur action politique.

Lorsque après 1974, *Le Nouvel observateur* et Jean Daniel déclarent trouver du « charme » à Valéry Giscard d'Estaing et à certains aspects de sa politique « réformiste », ils subissent les critiques des porte-parole des partis « de gauche » : « Ne pas dire qu'il fait jour à midi, sous prétexte que votre adversaire politique l'ayant dit avant vous, vous pourriez paraître suspect de trahison aux yeux de vos amis : c'est ce qu'on appelle l'esprit de parti, surtout dans les pays latins, et c'était une règle du jeu que j'étais bien décidé à ne pas respecter. [...] Ainsi, lorsque j'observerai que Giscard a prononcé à Auschwitz un discours qui lui fait honneur, le cher René Andrieu [journaliste de *L'Humanité*] ne me ratera pas : je me serais compromis avec les ennemis de la classe ouvrière. Mais je parle aussi de toute la gauche pour qui une guerre civile froide doit séparer deux camps en France depuis 1789. [...] Même dans *L'Unité*, nous fûmes pris à partie<sup>14</sup>. »

« [...] Tout s'actionne autour de ce centre binucléaire [la droite et la gauche] qui constitue le nerf de la bataille, l'œil du cyclone : une insurrection nationale, une émeute populaire, un putsch militaire, un acte terroriste, mais aussi une guerre, une élection partielle, la publication d'un livre, l'émergence d'une mode philosophique, une revendication sociale, une aspiration culturelle, une décision d'ordre économique, et même un crime crapuleux, un hold-up, un trafic de drogue, une affaire de mœurs : autant d'événements qui contribuent à dessiner la ligne de front. Impossible de s'installer dans le *no man's land* qui sépare les deux systèmes de tranchées sous peine de subir le feu des batteries concurrentes. Pas question non plus d'échapper aux impératifs de cette discipline dont chacun sait qu'elle fait la force des armées. Etaler publiquement ses troubles de conscience, c'est porter gravement atteinte au moral des troupes ; admettre la validité de l'une des thèses de l'adversaire c'est déjà trahir<sup>15</sup>. »

L'effort des hommes politiques pour obtenir des journalistes qui leur sont proches des articles favorables à leur égard et critiques envers leurs adversaires prend généralement la forme de pressions discrètes et se traduit seulement en dernier recours par des polémiques publiques risquant de

14. Cf. Daniel (J.), *L'Ere des ruptures*, Paris, Grasset, 1979, p. 270-271. Sur l'attitude du *Nouvel observateur* à l'égard de V. Giscard d'Estaing durant la première moitié de son septennat, cf. Pinto (L.), *L'intelligence...*, op. cit., p. 192-195. L'étude de telles anecdotes permet de comprendre le type de relations pratiques que peuvent entretenir le personnel politique et les journalistes qui leur sont proches, en particulier ce que, dans une configuration déterminée, les hommes politiques estiment pouvoir demander aux journalistes de leur « camp » sans que ceux-ci ne soient susceptibles de s'en offusquer.

15. Cf. Kahn (J.-F.), *La guerre civile*, Paris, Le Seuil, 1982, p. 87-88.

compromettre durablement leurs relations avec la presse<sup>16</sup>. A l'inverse, un journaliste expérimenté sait qu'un article allant à l'encontre de la ligne éditoriale de sa rédaction entraînera à la fois l'hostilité de sa hiérarchie, les protestations des hommes politiques mis en cause et celles des lecteurs les plus attachés aux orientations du journal. Il s'établit ainsi entre les personnels politiques, les journalistes et le lectorat de chaque camp partisan des relations d'interdépendance et de coopération dans lesquelles il est admis que les premiers bénéficient d'un droit de regard plus ou moins large et informel sur les orientations éditoriales des seconds. La conformité politique des produits journalistiques est donc l'effet conjoint des convictions partisans des rédacteurs, des logiques professionnelles pratiques de minimisation des tensions entre le journaliste, la rédaction et le personnel politique et des contraintes commerciales liées aux préférences politiques du lectorat.

Si la direction du Parti socialiste s'efforce d'obtenir une cohérence entre les thèmes qu'elle défend et les orientations éditoriales de la presse d'opposition, c'est pour disposer d'un moyen non critique de diffuser son offre politique et d'imposer ses porte-parole face aux médias d'Etat. Dans une configuration politique marquée par l'affrontement électoral de deux offres partisans très différenciées engendrant un niveau d'engagement et d'identification partisane élevé, les journalistes de la presse « de gauche », en rapportant les prises de position des dirigeants du PS comme celles des syndicalistes et des intellectuels<sup>17</sup> et en rendant compte des luttes sociales ou des actions des « mouvements » écologistes, antinucléaires ou féministes, contribuent à la conjonction symbolique des diverses oppositions au gouvernement. L'engagement des journalistes de la presse « de gauche » participe à l'établissement de la crédibilité d'une alternative électorale et constitue une étape de la chaîne de légitimation des thèmes politiques radicaux et « anticapitalistes » alors promus par les partis de l'Union de la gauche.

#### *La bipolarisation des représentations politiques des (é)lectorats*

Des lignes éditoriales aussi clairement engagées en faveur de l'opposition ou du gouvernement ne sauraient toutefois être durablement maintenues si elles avaient pour conséquence la désaffection de lecteurs lassés par une

---

16. Sur les positions de la presse de gauche à l'égard de l'alliance du PS avec le PC entre 1973 et 1977, cf. Daniel (J.), *Les religions du président*, Paris, Grasset, 1988, p. 88-89 ; cf. aussi Pinto (L.), *L'intelligence...*, op. cit., p. 181-205 et Grémion (P.), *La gauche face au renouveau et à la répression tchécoslovaque, 1968-1978*, Paris, Julliard, 1985, p. 288-289.

17. Sur l'emprise des oppositions politiques au sein du champ de production intellectuelle durant la décennie 1970, cf. Pinto (L.), *Les philosophes entre le lycée et l'avant-garde. Les métamorphoses de la philosophie dans la France d'aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 116-117.

attitude systématiquement partisane. Les propriétaires des quotidiens d'opposition pourraient difficilement voir leur entreprise rester chroniquement déficitaire pour le seul bénéfice d'offrir une tribune à certains hommes politiques. Mais, entre 1968 et 1981, l'accroissement général de l'audience de la presse « de gauche » – avec la création de deux nouveaux quotidiens, *Libération* en 1973 et *Le Matin de Paris* en 1977 et la progression des ventes du *Canard enchaîné*, du *Nouvel observateur* et du *Monde*<sup>18</sup> – conforte au contraire l'assise financière et les choix politiques des journaux d'opposition. En l'absence de toute désaffection des lecteurs, le système d'opposition gauche-droite au sein de la presse a tendance à s'entretenir de lui-même : une ligne éditoriale engagée sélectionne un lectorat sensible aux options politiques adoptées dont l'élargissement tend à encourager le maintien des orientations du journal. La connaissance pratique que les professionnels de la presse ont de leur public, en particulier à travers le courrier ou par les enquêtes de lectorat<sup>19</sup>, conforte la croyance – sans doute partiellement fondée – que les motivations d'achat sont fortement dépendantes des orientations politiques du titre.

L'attachement des lecteurs au caractère engagé des journaux s'explique par l'augmentation du niveau d'antagonisme politique et le renforcement des sentiments d'appartenance partisane qui accompagnent, de la guerre d'Algérie à Mai 1968, la mise en place de la V<sup>e</sup> République. L'instauration du régime présidentiel et du mode de scrutin majoritaire, jointe à l'absence d'alternance au pouvoir à partir de 1958 – situation qui contraste avec les configurations parlementaires variées de la IV<sup>e</sup> République – ont partiellement modifié les modes d'apprentissage de la politique et accru les chances d'identification à un camp électoral, souvent selon une logique d'opposition à l'égard du personnel politique au pouvoir. Entre 1972 et 1981, la progression du nouveau Parti socialiste et le renforcement des perspectives d'alternance ont pour conséquence d'intensifier le travail de différenciation des offres politiques et de consolider les sentiments d'identité

---

18. *Le Monde* passe, entre 1967 et 1981, d'une diffusion payée de 294 000 à 434 000 exemplaires quotidiens. *Le Matin de Paris* est créé en 1977 avec les bénéfices dégagés par *Le Nouvel observateur* et parvient à dépasser les 150 000 exemplaires par jour sans paraître prendre de lecteurs au *Monde* ou à *Libération* dont le tirage continue de croître.

19. Ces enquêtes sont, dans les années 1970, moins destinées à rationaliser l'adaptation des contenus journalistiques aux caractéristiques et aux préférences des lecteurs qu'à donner aux annonceurs un aperçu des lectorats et de leurs caractéristiques économiques. Le succès commercial de la presse d'opposition dans les années 1970 a retardé la généralisation en son sein des techniques « marketing » de rationalisation de l'offre éditoriale par rapport aux « demandes » des acheteurs telles qu'elles peuvent être perçues à partir des enquêtes de lectorat. « Pour *Le Monde*, après dix années pendant lesquelles l'offre rédactionnelle primait la demande des lecteurs, il faut revenir au client sous peine de le voir partir » (Eveno (P.), *Le Monde...*, op. cit., p. 354). Sur le processus de généralisation des techniques du marketing au sein de la presse nationale durant la décennie 1980, en particulier au *Monde* et dans le groupe Amaury, voir Charon (J.-M.), *La presse...*, op. cit., p. 259-291.

partisane des agents les plus attentifs aux discours électoraux<sup>20</sup>. La signature du Programme commun qui prévoit la nationalisation de larges secteurs de l'économie et rend envisageable la participation des communistes au gouvernement entraîne une dramatisation accrue du débat public. Par-delà leurs divergences, les responsables politiques de la majorité et de l'opposition se rejoignent pour considérer que les électeurs se trouvent placés devant un « choix de société » : l'opposition affirme vouloir rompre avec un mode de gouvernement bénéficiant aux seules « classes possédantes » tandis que le gouvernement accuse « la gauche » de projeter une transformation radicale du système économique et déclare que la victoire conjointe du PS et du PC mettrait en danger les libertés publiques. La dénonciation du danger représenté par l'alliance des socialistes et des communistes et par une éventuelle « collectivisation » de l'économie a pu être menée entre 1972 et 1981 par la majorité parlementaire parce que la mise en forme partiellement « marxiste » de l'offre politique de la gauche – y compris dans les « 110 Propositions » – rendait vraisemblables ces accusations<sup>21</sup>. L'efficacité symbolique d'un tel discours d'inquiétude dépendant directement de la crédibilité de l'écart programmatique entre les deux alliances électorales et de la croyance en la volonté des partis « de gauche » de mettre en œuvre leur projet, le fait qu'il ait constitué une ressource argumentative majeure du gouvernement entre 1974 et 1981 constitue un indicateur du degré de certitude que la victoire de l'opposition se traduirait par des transformations substantielles de l'organisation économique et sociale.

L'intensité des sentiments d'appartenance politique – notamment « à gauche » – et l'engagement émotionnel alors suscité par les luttes partisans ont donc été la conséquence conjointe des attentes engendrées par « la gauche », de la virulence des polémiques entre le gouvernement et l'opposition, des stratégies de dramatisation appelées par la configuration bipolaire de la V<sup>e</sup> République et de la socialisation à la politique d'un nombre croissant d'électeurs au sein d'une telle configuration. Cet apprentissage politique dans un contexte de forte polarisation contribue à

---

20. Bien que le personnel politique, les journalistes et les militants semblent considérer l'intérêt pour la politique et la connaissance de celle-ci comme universellement partagés, les électeurs manifestent une attention inégale pour les péripéties ordinaires de la vie politique (cf. Gaxie (D.), *Le Cens caché*, Paris, Le Seuil, 1977). Cependant, la longueur du séjour de « la gauche » dans l'opposition durant les années 1970, a favorisé l'identification des acteurs partisans au-delà des seuls électeurs intéressés par la politique. L'abstention historiquement faible lors des élections de 1973 à 1981, constitue un indicateur de la plus grande efficacité, durant cette période, du travail politique de mobilisation et d'intéressement électoral mené par les entreprises partisans.

21. Si, dans le champ de production intellectuelle, les références au « marxisme » sont en recul à partir des années 1974-1975, au sein du champ politique, les thématiques « marxistes » conservent en partie leur prestige et leur efficacité, notamment parce qu'elles permettent d'opposer au discours « gestionnaire » du gouvernement une rationalité alternative.

faire de l'appartenance à un camp partisan – en particulier « à gauche » – non pas une « opinion » dont les agents pourraient éventuellement se déprendre mais un pli du corps qui résistera souvent aux redéfinitions que le personnel politique fera subir à l'étiquette<sup>22</sup>. Le caractère engagé de la production journalistique qui reproduit les oppositions partisans participe ainsi à la généralisation de schèmes de perception des affrontements partisans ajustés à la forte différenciation des offres politiques et au niveau de violence symbolique du débat public.

### La baisse de l'audience de la presse « de gauche » après 1981

La structuration homologue du champ politique et du champ de l'information politique, stable en l'absence d'alternance, va être profondément transformée par l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Après la nomination de Pierre Mauroy à Matignon, le tirage des journaux qui s'opposent au nouveau gouvernement tend à augmenter tandis que celui des titres qui le soutiennent diminue (voir le tableau 1). *Le Monde* voit sa diffusion payée chuter entre 1981 et 1985 de 430 000 à 335 000 exemplaires par jour tandis que *Le matin de Paris* perd le tiers de ses ventes. Parmi les journaux classés « à gauche », seul *Libération* qui est alors en train de rompre avec son image de journal « marginal » en rapprochant son contenu rédactionnel de ceux du *Monde* et du *Matin de Paris*, gagne plus de lecteurs qu'il n'en perd<sup>23</sup>. Cette évolution touche seulement quelques dizaines de milliers de lecteurs mais en quelques mois *Le Monde* et *Le Matin de Paris* se situent en dessous de leur seuil de rentabilité. L'interprétation que les dirigeants de ces rédactions font de la baisse de leur tirage est spontanément d'ordre politique : si le nombre d'acheteurs des journaux les plus favorables au PS baisse tandis que celui des journaux d'opposition progresse, c'est parce qu'il y a une sanction de la ligne éditoriale de soutien au nouveau gouvernement<sup>24</sup>.

22. « Parler "d'idéologie" c'est situer dans l'ordre des *représentations*, susceptibles d'être transformées par cette conversion intellectuelle que l'on appelle "prise de conscience", ce qui se situe dans l'ordre des *croyances*, c'est-à-dire au plus profond des dispositions corporelles » (Bourdieu (P.), *Raisons pratiques*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 126). La « génération » qui est arrivée à la politique entre 1968 et 1981 reste ainsi durablement orientée plus « à gauche » que celles qui l'ont suivie ou précédée même si le « contenu » effectif de ce sentiment d'appartenance va progressivement se transformer ; cf. Drouin (V.), *Enquêtes sur les générations et la politique 1958-1995*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 125. Pour une analyse sociologique des transformations du discours politique de la « génération de mai 68 », cf. Mauger (G.), « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération de mai 68" », in Chevallier (J.), dir., *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994.

23. Cf. Perrier (J.-C.), *Le roman vrai...*, op. cit., p. 187-230.

24. On peut plutôt faire l'hypothèse que la demande d'articles critiques à l'égard du gouvernement de R. Barre – dont le tirage des journaux d'opposition bénéficiait partiellement – disparaît après la nomination de P. Mauroy à Matignon et que simultanément, certains agents

Selon André Laurens, directeur du *Monde*, « une partie de nos lecteurs remettent en cause le contenu du *Monde*, dont l'image paraît trop proche du pouvoir. Nous perdons chez les jeunes et dans les catégories socioprofessionnelles élevées, où se recrutent nos lecteurs<sup>25</sup>. »

« Pour les observateurs, il semblait évident que les 36 000 lecteurs du *Monde*, déçus du soutien qu'apportait Jacques Fauvet et la rédaction du journal au socialisme mitterrandien, avait déserté la rue des Italiens pour le Rond-point des Champs-Élysées<sup>26</sup> [où est alors situé le siège du *Figaro*]. »

« Il a suffi d'une année de gauche au pouvoir pour que l'illusion lyrique s'effondre. *Le Monde* qui a emboîté le pas à François Mitterrand reflue avec lui. L'organe de référence passe pour un journal gouvernemental. Ça ne lui était jamais arrivé [...]. Les tirages paient le prix du soutien. La moyenne des ventes de l'année 1982 subit une chute de 20 %. De 1979 à 1985, *Le Monde* aura perdu le quart de ses lecteurs. Tous les clignotants sont au rouge<sup>27</sup>. »

Quelles qu'aient pu être les causes effectives de la mévente des journaux « de gauche », celle-ci va conduire les dirigeants du *Monde* et de *Libération* à infléchir leur ligne éditoriale en adoptant des stratégies de prise de distance symbolique envers le Parti socialiste. Au contraire, *Le Matin de Paris* ne parviendra pas à rompre les liens symboliques qui l'associent au gouvernement. Les trajectoires commerciales et éditoriales opposées du *Matin de Paris* et du *Monde* entre 1983 et 1988 seront interprétées par les professionnels de la presse comme une confirmation de la nécessité, pour les rédactions classées « à gauche », d'adopter vis-à-vis du gouvernement une attitude plus visiblement critique. Les nominations de Max Gallo et de Paul Quilès, dirigeants du Parti socialiste, à la direction du *Matin de Paris* seront considérées comme ayant compromis la crédibilité professionnelle du journal qui voit ses ventes chuter et disparaît en 1988. À l'inverse, *Le Monde* – qui disposait de ressources financières et symboliques supérieures à celle du *Matin* – sera réputé être parvenu à stabiliser son tirage en adoptant lors des « affaires » des « Irlandais de Vincennes », du « Rainbow Warrior » ou de Pêcheiney, une attitude critique à l'égard du gouvernement. Quels qu'aient pu demeurer les sentiments d'appartenance à « la gauche » des journalistes de ces rédactions (à *Libération* le « recentrage » ne se fait pas sans tensions

---

qui s'identifiaient à l'ancien gouvernement et qui, avant 1981, achetaient de façon irrégulière un quotidien, cherchent dans une lecture plus assidue d'un journal d'opposition, des éléments de réassurance de leurs convictions. Cette hypothèse permet de rendre compte de la rapidité de la baisse du tirage des journaux « de gauche » et de la hausse de celui des journaux « de droite » qui ne pourraient s'expliquer par l'apparition dès juin ou septembre 1981 de « déçus du socialisme ».

25. Déclaration faite lors du Conseil de surveillance du *Monde* du 23 septembre 1982, citée dans Eveno (P.), *Le Monde...*, op. cit., p. 354.

26. *Ibid.*, p. 341.

27. Berger (F.), *Journaux...*, op. cit., p. 178. Sur le lien fait au sein des rédactions entre ligne politique, crédibilité du journal et tirage, cf. aussi Roucaute (Y.), *Splendeurs...*, op. cit., p. 251-278, et Perrier (J.-C.), *Le roman...*, op. cit., p. 209-280.

internes<sup>28</sup>), la constitution de cellules journalistiques spéciales chargées de couvrir les « affaires » – Edwy Plenel et Bertrand Le Gendre puis Hervé Gattegno au *Monde* – et la maîtrise des orientations éditoriales permettra aux directions de *Libération* et du *Monde* de mener à bien le tournant symbolique de leur prise de distance avec le personnel politique du PS. La nouvelle politique éditoriale des journaux de gauche, associant l’alignement sur la « modernisation » idéologique du PS et des stratégies de prise de distance ostentatoire avec certains aspects de la politique mitterrandienne, conduira à la promotion au sein des rédactions des journalistes qui l’incarnent – Daniel Vernet puis Edwy Plenel et Jean-Marie Colombani au *Monde* ; Laurent Joffrin, Dominique Pouchin et Gérard Dupuy à *Libération*, Franz-Olivier Giesbert, avant 1989, au *Nouvel observateur*.

	1979	1981	1984	1985	1986	1987	1989	1992
<i>Le Figaro</i>	302 000	325 000	355 000	384 000	431 000	422 000	408 000	391 000
<i>France Soir</i> <sup>29</sup>	422 000	398 000	372 000	364 000	340 000	300 000	254 000	205 000
<i>Le Parisien</i>	337 000	329 000	321 000	342 000	347 000	356 000	397 000	395 000
<i>Le Monde</i>	440 000	434 000	351 000	335 000	353 000	352 000	371 000	357 000
<i>Libération</i>	38 000	48 000	113 000	134 000	162 000	158 000	175 000	170 000
<i>Le Matin de Paris</i>	120 000	185 000*	120 000	80 000	-	-	-	-
<i>L'Humanité</i>	139 000*	137 000	113 000	106 000	103 000	102 000	92 000	63 000
<i>La Croix</i>	113 000	112 000	104 000	102 000	102 000	97 000	99 000	94 000
<i>L'Express</i>	533 000	496 000	505 000	505 000	539 000	536 000	566 000	557 000
<i>Le Nouvel observateur</i>	367 000	373 000	346 000	328 000	332 000	336 000	396 000	410 000
<i>Le Point</i>	297 000	332 000	325 000	333 000	325 000	305 000	309 000	301 000

\* diffusion 1980.

**Tableau 1.** Evolution de la diffusion payée des journaux nationaux entre 1981 et 1992<sup>30</sup>

28. Cf. Perrier (J.-C.), *Le roman...*, op. cit., p. 245 et Guisnel (J.), *Libération. La biographie*, op. cit., p. 274-279.

29. Après 1981, la baisse continue du tirage de *France-Soir*, journal plutôt classé « à droite », n’est que la poursuite de la chute de la diffusion des quotidiens populaires sous l’effet de la concurrence de la télévision (*France-Soir* et *Le Parisien* passent d’un tirage cumulé de 1 700 000 exemplaires quotidiens en 1967 à 700 000 exemplaires en 1980). Si les ventes de *France-Soir* ne bénéficient pas de l’alternance, c’est sans doute parce que les motivations d’achat des lecteurs des quotidiens populaires sont moins liées à la ligne politique du journal que celles des lecteurs de journaux plus prestigieux.

30. Source (sauf pour *Le Matin de Paris*) : statistiques de l’Office de justification de la diffusion (OJD). Pour *Le Matin de Paris*, colonne 1979, cf. Ory (P.), *L’entre-deux-Mai*, Paris, Le Seuil, p. 53 ;

*Les transformations de l'économie de l'information à partir de 1981*

Alors que la prospérité commerciale de la presse d'opposition permettait une certaine indépendance rédactionnelle à l'égard de la publicité et autorisait des lignes politiques diversifiées, la contraction de la demande des journaux « de gauche » va au contraire avoir pour conséquence un accroissement de la concurrence entre ces quotidiens et le renforcement de l'emprise des logiques économiques dans la définition des contenus journalistiques. Avant 1981, *Le Matin de Paris*, *Libération*, *Le Monde*, *L'Humanité* ou *Le Nouvel observateur* s'adressaient à des lecteurs appartenant à des catégories sociales et des sensibilités politiques en partie distinctes, ce qui rendait malaisé le passage des lecteurs d'un titre à un autre. La chute des tirages, la présence au gouvernement des partis « de gauche » dont l'offre politique est devenue sensiblement plus modérée et la stratégie de « recentrage » de *Libération* aboutissent à une dédifférenciation des offres journalistiques de ces titres qui tend à accroître la possibilité pour les lecteurs de changer de quotidien. *Le Monde*, *Libération* et *Le Matin de Paris* se livrent une concurrence d'autant plus rude qu'ils ont alors la conviction de s'adresser au même public potentiel.

Entre 1981 et 1985 les dirigeants des journaux « de gauche » se sentent en situation de concurrence croissante, en particulier du fait de l'augmentation des ventes de *Libération* qui n'est plus compensée par l'accroissement global du marché de la presse d'opposition : « [...] *Libération* devient [en 1983-1984] quotidiennement la hantise du *Monde*. C'est un modèle interdit, mais un modèle qui fait envie à bien des égards<sup>31</sup>. » A partir de 1982, les dirigeants du *Monde* s'inquiètent de la similitude existant entre le lectorat de *Libération* et le leur : « Pour *Libération*, nous venons d'avoir les résultats d'un sondage des lecteurs et nous nous sommes aperçus que nous vivions sur une idée fausse. Nous pensions que *Libération* était lu surtout par des marginaux. En réalité, il atteint exactement la même cible sociologique que celle du *Monde* : les étudiants, les jeunes de 15 à 24 ans, les enfants de cadres moyens ou supérieurs. Nous avons manqué de réflexe » (Jacques Fauvet, directeur du *Monde*, au comité d'entreprise du 24 mai 1982). André Laurens estime que « le lecteur de *Libération*, c'est l'ancien lecteur du *Monde* ; même niveau socioculturel, mêmes diplômes. C'est peut-être inquiétant mais il vaut mieux le savoir<sup>32</sup>. » Selon Françoise Berger, « chaque matin [entre 1982 et 1983], Claude Perdriel [directeur du *Matin de Paris*] arrivait avec les chiffres de vente : "Nous aurons *Libé*. July a juré d'avoir notre peau, mais c'est nous qui aurons la sienne. Ce sera *Libération* ou nous<sup>33</sup>". »

---

colonne 1981 : source OJD, issue de Berger (F.), *Journaux... op. cit.*, p. 409 ; colonnes 1984 et 1985 : source OJD issues de Doléans (J.), *La fin d'un Monde*, Paris, Samuel Tastet éditeur, 1988, p. 316.

31. Doléans (J.), *La fin d'un Monde...*, *op. cit.*, p. 196.

32. Cité dans Eveno (P.), *Le Monde*, *op. cit.*, p. 354.

33. Berger (F.), *Journaux...*, *op. cit.* p. 192.

L'affaiblissement de la santé économique de ces quotidiens va accroître leur dépendance à l'égard des logiques du marché publicitaire. Puisque les lecteurs recherchant des prises de positions éditoriales « de gauche » semblent devenir moins nombreux, les dirigeants de journaux, plutôt que d'investir des secteurs idéologiques devenus trop étroits, ou perçus comme trop risqués, vont chercher à se rendre acceptables par des « acheteurs » dotés de préférences politiques dissemblables et à se situer dans des positions éditoriales « médianes ».

En outre, les « annonceurs » publicitaires, pour rentabiliser leurs investissements, privilégient les journaux dont la ligne politique reste compatible avec un lectorat de « cadres » disposant d'un pouvoir d'achat élevé<sup>34</sup>. Or, statistiquement, le vote « à gauche » ou la propension à avoir des opinions politiques « radicales » varient en raison inverse des revenus et du patrimoine détenu<sup>35</sup>. Une rédaction qui aurait continué de soutenir les thèmes politiques du programme socialiste de 1980 et qui aurait reproché au PS « le tournant de la rigueur » se serait retrouvée de fait placée à l'extrême gauche du champ de l'information et aurait pu craindre d'éloigner la fraction de son lectorat la plus intéressante pour les « annonceurs » nécessaires à son équilibre financier<sup>36</sup>. L'augmentation de la part de la publicité dans les recettes des journaux rend donc difficile la survie commerciale d'un quotidien adoptant une ligne éditoriale qui s'écarterait des thèmes politiques des « partis de gouvernement ». Lorsque le centre de gravité idéologique de « la gauche » se sera déplacé, l'ancienne presse d'opposition sera économiquement contrainte d'accompagner cette évolution. La concurrence nouvelle et les contraintes structurelles du financement de la presse – que la configuration politique des années 1970

---

34. Le rendement publicitaire de chaque lecteur est ainsi supérieur au sein des journaux ayant un lectorat de cadres. En 1978, chaque lecteur du *Figaro* rapporte en publicité à sa rédaction quatre fois plus que le lecteur du *Matin de Paris* et sept fois plus que celui de *L'Humanité*. Source Secodip, citée dans Agnès (Y.), Croissandeau (J.-M.), *Lire le journal*, Paris, Ed. F.P. Lobies, 1979, p. 31-32. Par ailleurs, le type de publicité haut de gamme (et donc particulièrement lucratif) qu'accueillent *L'Express* ou *Le Nouvel observateur*, ne se comprend qu'en raison de la composition sociale de leur lectorat.

35. Cf. Michelat (G.), Simon (M.), *Classe, religion et comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po et Ed. Sociales, 1977 et Mayer (N.), « Pas de chrysanthèmes pour les variables sociologiques », in Dupoirier (E.), Grunberg (G.), dir., *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, Paris, PUF, 1986.

36. On pourrait objecter que les contraintes du marché publicitaire s'imposaient dans des conditions similaires avant 1981. Ce ne serait pas exact puisque le caractère bénéficiaire de ces entreprises leur faisait ressentir les nécessités économiques de façon moins pressante. En outre, *Le Monde* et *Le Nouvel observateur*, par exemple, disposent avant 1981 d'un lectorat en croissance et d'une image publique particulièrement forte, celle du quotidien de référence pour le premier, de l'hebdomadaire de « l'intelligentsia » pour l'autre, ce qui en faisait des supports publicitaires particulièrement recherchés. Après 1981, la baisse des ventes et l'affaiblissement du caractère politique des motivations d'achat des lecteurs vont affaiblir les capacités de résistance de la presse « de gauche » aux logiques de la publicité.

favorable aux ventes des journaux d'opposition avait rendu moins aiguës – vont donc entraîner la « neutralisation » relative de la ligne politique des quotidiens « de gauche » lorsque l'alternance aura provoqué le retournement du marché de l'information engagée.

Il est significatif que l'introduction de la publicité à *Libération* en 1981 s'accompagne de la mise à l'écart des journalistes les plus « militants » et de l'embauche de journalistes « professionnels » issus d'autres rédactions ou des écoles de journalisme. Ce quotidien ne sera en mesure d'intéresser les publicitaires qu'une fois que l'*aggiornamento* politique de la direction aura transformé en partie le contenu du journal et les caractéristiques sociales du lectorat. La direction du journal tentera ainsi de recentrer une image publique qui reste durablement associée à l'histoire « gauchiste » du quotidien. En 1984, la réalisation par le service économie de *Libération* d'un numéro hors-série accompagnant l'émission télévisée intitulée *Vive la crise* – au cours de laquelle des acteurs revendiquant leur appartenance à « la gauche » (Alain Minc, Bernard Tapie) ou historiquement liés à celle-ci (Yves Montand) reprennent à leur compte les idées « libérales » hier encore identifiées au personnel politique « de droite » – permettra aux dirigeants du journal de faire connaître de manière spectaculaire leur nouvelle ligne éditoriale malgré les protestations des journalistes encore attachés aux anciennes thématiques de « la gauche<sup>37</sup> ». A *Libération*, le processus de « professionnalisation » du personnel journalistique ne peut être dissocié des stratégies de neutralisation politique du quotidien conduites par la direction mais il en est davantage le produit que le facteur de développement.

La chute de l'audience des médias « de gauche » s'inscrit dans un processus général d'augmentation de la concurrence au sein du secteur de l'information et d'évolution de ses modes de financement. La diversification de la presse magazine, la création des radios privées, celle de *France Info*, de *Canal Plus*, de *La Cinquième*, la privatisation de *TF1* entraînent un accroissement du nombre des rédactions de presse écrite ou audiovisuelle susceptibles d'employer des journalistes. Face à la concurrence des nouvelles télévisions, la redevance n'est plus en mesure d'assurer des ressources suffisantes aux chaînes publiques sans une hausse sensible de son tarif que les gouvernements successifs ne souhaitent pas imposer, ce qui conduit à l'accroissement de la part du financement publicitaire dans le budget des chaînes publiques. Les ressources publicitaires de la télévision qui représentaient en 1983 73 % de celles de la presse quotidienne en représentent 128 % en 1988 (voir tableau 2). La création de *Canal Plus*, de *La Cinquième* et la privatisation de *TF1* se traduisent par un quasi-doublement des dépenses publicitaires à la télévision.

---

37. Cf. Berger (F.), *Journaux...*, op. cit., p. 214-215. Cf. aussi Perrier (J.-C.), *Le roman...*, op. cit., p. 245.

	1968	1978	1981	1983	1985	1987	1988
Presse	13 700	15 300	16 000	19 000	20 600	25 000	27 600
dont Quot.	-	7 000	7 000	7 200	7 200	8 700	9 500
T.V.	387	3 600	4 000	5 300	6 000	9 800	12 200
Total grands médias	17 700	24 850	26 800	32 000	34 600	46 400	49 600

Source IREP<sup>38</sup> (en millions de francs constants 1995).

**Tableau 2.** Recettes publicitaires de la presse et de la télévision en France entre 1968 et 1988

De plus en plus dépendantes des procédures de mesure de l'audience, les directions de chaînes publiques ou privées sont conduites à proposer des programmes et des journaux télévisés susceptibles de n'écarter aucune catégorie de téléspectateurs. Alors que le monopole d'Etat sur la télévision permettait au gouvernement d'exercer une tutelle directe sur les journalistes et le contenu de l'information, le processus de privatisation et l'accroissement de la concurrence vont au contraire contraindre la direction des chaînes – y compris celles du service public – à proposer un produit journalistique politiquement « neutralisé » acceptable par des téléspectateurs dotés de préférences partisans hétérogènes, affaiblissant ainsi l'emprise des propriétaires ou des autorités de tutelle sur les modes de présentation des informations ou sur le contenu proprement politique des commentaires journalistiques.

La possibilité nouvelle pour les « grandes plumes » de changer d'employeur entraîne un affaiblissement du niveau d'autocensure des journalistes vis-à-vis du personnel politique par le seul effet de l'accroissement du nombre d'opportunités professionnelles offertes. Les éditorialistes qui disposent d'un capital de notoriété se voient recherchés par les nouveaux propriétaires de médias pour asseoir la crédibilité de leur rédaction et pour attirer le public<sup>39</sup>. La création ou la privatisation de nouvelles chaînes, même opérées selon des logiques partisans dans lesquelles les médias et leurs rédactions sont vendues ou affermées à des entrepreneurs politiquement sûrs, aboutissent à un amoindrissement des capacités du personnel politique à

38. Chiffres cités dans Balle (F.), *Médias et société*, Paris, Montchrestien, 1997, p. 171.

39. Sur les postures professionnelles propres aux éditorialistes, cf. Riutort (P.), « "Au nom du nom" » ou comment investir son poste. Le cas des éditorialistes d'*Europe 1* », *Scalpel*, 2-3, 1997. La création de nouvelles chaînes et la privatisation de TF1 ont accru la demande d'éditorialistes et de présentateurs. L'augmentation souvent spectaculaire des salaires des principaux journalistes constitue un indicateur de ce processus.

faire pression sur les journalistes<sup>40</sup>. A partir de 1984, les hommes politiques ne sont donc plus face aux principaux journalistes dans la même position qu'auparavant, lorsque l'éviction d'un rédacteur était susceptible d'être demandée par les dirigeants de la majorité parlementaire<sup>41</sup>. Non seulement les hommes politiques ne disposent plus d'autant de moyens institutionnels pour faire pression sur les éditorialistes ou les directeurs de l'information mais ils tendent au contraire à leur devenir redevables pour l'établissement de leur notoriété politique<sup>42</sup>.

#### *L'alternance de 1981 et le déclin de l'information engagée*

Aux logiques économiques et professionnelles favorisant le processus de « neutralisation » des lignes éditoriales des journaux doivent être ajoutées les contraintes proprement politiques qui concourent à amarrer les schèmes d'analyse et de jugement des journalistes à l'offre politique des partis dont leur rédaction est proche. Les évolutions idéologiques des responsables socialistes après 1981 ont été souvent soulignées, mais on s'est peu intéressé au fait que la presse d'opposition qui, durant les campagnes électorales de 1974 à 1981, apportait son soutien aux programmes successifs des hommes politiques « de gauche », ait pu aussi vite accepter les nouveaux thèmes politiques avancés par les gouvernements de Pierre Mauroy puis de Laurent Fabius. Si les besoins argumentatifs d'un parti au gouvernement sont structurellement différents de ceux d'un parti d'opposition, il apparaît plus difficile de comprendre la transformation des orientations éditoriales de l'ancienne presse d'opposition – passée en l'espace de trois ans de l'approbation du programme des nationalisations à celle du « tournant de la

40. Sur les modalités du processus de privatisation de l'audiovisuel, cf. Chamard (M.-E.), Kieffer (P.), *La télé. Dix ans d'histoires secrètes*, Paris, Flammarion, 1992 et, pour TF1, Péan (P.), Nick (C.), TF1. *Un pouvoir*, Paris, Fayard, 1997.

41. Les grèves de l'ORTF en 1968, la démission de P. Desgraupes en 1972 ou la réorganisation de l'ORTF en 1974 ont été accompagnées de licenciements collectifs de journalistes selon des critères politiques. En 1976, M. Siegel à qui V. Giscard d'Estaing et J. Chirac reprochent une attitude critique doit démissionner de la direction de la rédaction d'*Europe 1* ; cf. Bachmann (S.), *L'éclatement de l'ORTF*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 169-197 et Bernard (L.), *Europe 1. La grande histoire dans une grande radio*, Paris, Centurion, 1990, p. 374.

42. Les journalistes sont amenés à choisir partiellement les hommes politiques invités à s'exprimer sur l'actualité – exception faite de ceux qui sont institutionnellement placés au premier plan. Cette sélection s'effectue selon les contraintes propres du média – par exemple la capacité à s'exprimer à la télévision – et a pour conséquence un accroissement de l'autonomie relative des journalistes par rapport aux hommes politiques. Cette évolution du rapport de force entre journalistes et hommes politiques s'accompagne du développement d'instruments de mise à distance des hommes politiques ou de relativisation de leur autorité symbolique comme peuvent le devenir les sondages ; cf. Champagne (P.), *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris, Minuit, 1990. Cf. aussi Lacroix (B.), « La crise de la représentation politique », *Scalpel*, 1, 1994 ; Neveu (E.), « La dynamique des médias dans la construction sociale de la "crise de la représentation" », *L'Aquarium*, 10, 1992.

rigueur » – ainsi que de la faible résistance rencontrée au sein des rédactions au cours de ce processus.

Comme nous l'avons décrit ci-dessus, la conformité de la ligne éditoriale des journaux d'opposition avec les thèmes du Programme commun puis du programme socialiste était suscitée par les logiques de discipline de « camp » politique et par l'opposition de leurs journalistes à « la droite » plutôt que par l'adhésion des hiérarchies rédactionnelles aux thèmes « anticapitalistes » du PS. Dans un premier temps, la défaite du gouvernement qui fédérait depuis tant d'années les conduites d'allégeance des journalistes de la presse d'opposition aux porte-parole de « la gauche » rend moins pressant leur engagement. Ce qui est alors appelé « le changement » aboutit ainsi à une diminution des contraintes d'expression des journalistes « de gauche ». L'absence d'élections législatives ou présidentielles avant plusieurs années a contribué plus encore à atténuer la force des injonctions à la discipline partisane. Dans un second temps, les transformations de l'offre politique des nouveaux responsables gouvernementaux vont autoriser les journalistes à prendre une distance croissante avec les thèmes que défendait le PS lorsqu'il était dans l'opposition. Enfin, les évolutions des représentations politiques des agents – en particulier l'affaiblissement de la croyance en la capacité du Parti socialiste à « changer la société<sup>43</sup> » – permettront une plus grande autonomie des rédactions classées « à gauche » à l'égard du gouvernement : si les lecteurs de la presse de « gauche » n'eussent pas compris que celle-ci critiquât les leaders de l'opposition alors même que « la droite » était encore au gouvernement, après 1981, il sera plus facile aux journalistes de mettre en cause les dirigeants de partis qui déçoivent et qui ne peuvent susciter les mêmes allégeances qu'auparavant.

Après 1981, le nouveau personnel gouvernemental rompt graduellement avec les énoncés politiques qui avaient été les siens dans l'opposition et en particulier avec le vocabulaire « marxiste » qui servait partiellement à les mettre en forme. Propagée par les principaux porte-parole du Parti socialiste mais aussi par les experts administratifs de l'Etat, la nouvelle thématique « réaliste » de « la gauche » ne se heurte – en particulier parce que le Parti communiste participe au gouvernement – à aucune opposition organisée en dehors de celle, marginalisée, des organisations d'extrême-gauche. Or, les journalistes sont mal armés symboliquement et institutionnellement pour résister aux impositions de problématiques des acteurs politiques, notamment lorsque ceux-ci utilisent les ressources d'expertise et de

---

43. Sur cette dégradation de l'image publique du PS telle que permettent de la percevoir les sondages, cf. Perrineau (P.), « Glissements progressifs de l'idéologie », in Dupoirier (E.), Grunberg (G.), dir., *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., p. 41. Il ne faut évidemment pas chercher dans de tels sondages la mesure objective « d'opinions » réellement formulées mais un indicateur approximatif de l'évolution de l'image publique différentielle que pouvaient alors avoir les partis politiques.

diagnostic légitimes liées à l'exercice du pouvoir et à la maîtrise des services administratifs de l'Etat<sup>44</sup>. Alors qu'avant 1981, les journalistes de l'opposition pouvaient s'appuyer sur l'existence d'un projet économique alternatif et sur l'autorité des comités d'intellectuels et de hauts fonctionnaires du PS pour mettre en cause symboliquement l'expertise d'Etat qui se confondait alors avec celle du personnel politique « de droite », ils se trouvent privés de ressources critiques lorsque se dédifférencient les analyses économiques respectives du nouveau gouvernement, des services de l'Etat et des experts « libéraux » de l'opposition<sup>45</sup>. La disparition des acteurs politiques susceptibles de défendre les thématiques « traditionnelles » de « la gauche » et leur métamorphose en acteurs gouvernementaux dont les contraintes de justification sont largement différentes, restreint donc la capacité des journalistes de l'ancienne presse d'opposition à mettre en cause la politique du nouveau personnel gouvernemental et son évolution idéologique.

Alors que les thèmes faisant l'objet du débat entre « la gauche » et « la droite » se transforment, les journalistes sont amenés à rendre compte de polémiques très différentes de celles qui avaient cours lorsque « la gauche » était dans l'opposition : il ne peut plus être question dans la presse du degré d'extension des nationalisations, du rôle de la planification économique ou de la « réduction des inégalités<sup>46</sup> » lorsque l'opposition et la majorité s'affrontent sur les modalités de la « modernisation de la France », sur la « compétitivité des entreprises » ou sur les questions de « l'immigration » et de « l'insécurité<sup>47</sup> ». L'évolution des sujets de désaccord entre les deux camps partisans contraint donc tendanciellement la presse à suivre le déplacement du point de crédibilité propre au débat politique. Les

44. Cf. Schlesinger (P.), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, 51, 1992.

45. Sur les transformations des représentations économiques dans le débat politique, cf. Cohen (E.), « Les socialistes et l'économie : de l'âge des mythes au déminage » in Dupoirier (E.) et Grunberg (G.), *Mars 1986 : la drôle de défaite de la gauche*, op. cit., p. 71-96 ; Jobert (B.), Théret (B.), « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », in Jobert (B.), dir., *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Théret (B.), « Néo-libéralisme, inégalités sociales et politiques fiscales de droite et de gauche dans la France des années 1980 », *Revue française de science politique*, 41 (3), 1991.

46. Comme ce pouvait être le cas en 1977 durant les négociations de réactualisation du Programme commun ou encore en 1981 lorsque chaque formation politique de l'opposition tentait d'apparaître comme l'héritière légitime du Programme commun pour capter au premier tour les suffrages « de gauche ».

47. Pour un développement paradigmatique de l'offre politique du PS de 1981 à 1985, cf. Mauroy (P.), *A Gauche*, Paris, Albin Michel, 1985 ; Fabius (L.), *Le Cœur du futur*, Paris, Calmann-Lévy, 1985. L'effet de licitation que produit la conversion officielle du Parti socialiste au « libéralisme » affaiblit les oppositions que rencontrait avant 1981 la généralisation du discours économique entrepreneurial. La diffusion d'énoncés célébrant l'entreprise et les managers au sein de la presse « de gauche », fréquents à partir de 1983, aurait été difficilement envisageable auparavant.

journalistes et en particulier les éditorialistes dont une partie du crédit professionnel provient de leur capacité à analyser l'actualité et à porter un jugement « fondé » sur les événements économiques ou politiques, se trouvent ainsi conduits à réajuster leurs catégories de jugement pour adhérer aux nouveaux critères du vraisemblable en politique et à la nouvelle orientation de « la gauche ». Réalisé sur un mode pratique et sans que la contradiction entre les anciens et les nouveaux schèmes d'intelligibilité de la réalité sociale ne soit mise en lumière, ce travail de recadrage des référents susceptibles d'être mobilisés par les journalistes pour interpréter les événements d'actualité a contribué à diffuser et à naturaliser les thèmes politiques nouveaux suscités par la configuration politique issue de l'alternance.

L'évolution du débat public et des conditions de rentabilité de la presse « de gauche » a ainsi entraîné une transformation des lignes éditoriales selon une double logique. D'une part, les principales rédactions « de gauche » modifient leur orientation idéologique pour ne pas apparaître en contradiction avec l'offre politique du gouvernement, mais elles déploient d'autre part des stratégies de prise de distance envers un pouvoir auquel elles se voyaient trop étroitement associées. Ces stratégies se sont traduites par l'adoption d'un ton plus nettement critique à l'égard des socialistes au gouvernement – notamment concernant les « affaires » – alors que les lignes éditoriales des journaux « de gauche » et les principales options politiques et économiques du Parti socialiste resteront très proches. Ce souci de produire des marques d'indépendance aura des effets sensibles sur le ton que les journalistes seront susceptibles d'adopter pour rendre compte de l'action d'organisations apparaissant liées au PS comme par exemple SOS-Racisme<sup>48</sup>. Le souci de « professionnalisme » qui se manifeste durant la décennie 1980 dans la presse peut être analysé comme un effort de « neutralisation » symbolique du contenu politique de la production des journalistes. Alors que ceux-ci devaient auparavant faire valoir leur compétence politique, c'est-à-dire à la fois leur fidélité partisane et leur capacité à mettre en forme l'information selon les catégories requises par les luttes politiques, il leur est maintenant nécessaire de traiter l'information de façon « objective » afin que la crédibilité et l'impartialité du journal ne puissent être mises en cause. L'accroissement tendanciel durant les années 1980 du nombre des nouveaux journalistes ayant été formés dans les écoles professionnelles spécifiques constitue le résultat des pratiques de recrutement d'entreprises de presse visant conjointement à diminuer les coûts de formation des nouveaux embauchés et à présenter un personnel

---

48. Ainsi, l'attitude de la presse « de gauche » vis-à-vis de SOS-Racisme, très favorable lorsque l'association est dotée d'une image publique apolitique, deviendra plus réservée ou même hostile lorsque l'appartenance de son vice-président, J. Dray, au Parti socialiste sera devenue manifeste après son élection à l'Assemblée nationale en 1988.

réactionnel dont l'engagement partisan ne pourra être considéré comme le principal titre d'accès au journalisme. A partir de 1983-1984 s'impose donc, aussi bien dans les journaux télévisés que dans des quotidiens comme *Le Monde* ou *Libération*, auparavant plus engagés, une mise en forme « neutralisée » de l'information, rendue possible par l'affaiblissement de la capacité des hommes politiques à faire pression sur les journalistes.

### **Transformation du régime de crédibilité de l'information et évolution des représentations politiques des agents**

L'accroissement du nombre des médias neutralisés et la dédifférenciation des offres politiques contribuent à transformer le régime de crédibilité en vigueur dans le champ de l'information. Alors qu'avant 1981, les agents les plus politisés étaient susceptibles d'adhérer aux mises en forme « partisans » de l'information opérées par les journalistes engagés proches de leur camp électoral, après 1983, le fléchissement de la demande des journaux perçus comme « politiques » et l'augmentation de la proportion de médias pourvus de lignes politiques « neutralisées » tend à provoquer une baisse de la crédibilité relative des rédactions qui maintiennent une vision ouvertement partisane – *Le Matin de Paris* et *L'Humanité* mais aussi *Le Figaro* entre 1981 et 1989. La présentation « neutralisée » ou « objective » des « faits » d'actualité tend à s'imposer à l'ensemble du champ de production de l'information comme la nouvelle norme « professionnelle ». Sur les sujets qui ne font plus l'objet de controverse entre les principales entreprises électorales, cette mise en forme neutralisée contribue à définir une nouvelle représentation légitime de la réalité sociale et économique.

Ce processus de neutralisation des orientations éditoriales de l'ancienne presse d'opposition a soudainement raréfié l'offre de commentaires journalistiques critiques formulés à partir des thématiques de la « gauche traditionnelle » et contribue à accréditer l'idée d'une évolution idéologique inéluctable de « la gauche » confrontée aux « contraintes de l'économie ». La modification brutale, simultanée et convergente des énoncés susceptibles d'être tenus par des acteurs situés dans des espaces sociaux distincts et dotés de contraintes de crédibilité partiellement différentes – personnel politique, journalistes, intellectuels – a ainsi conduit à une transformation des croyances et des représentations politiques des agents se reconnaissant dans « la gauche ». A une vision clivée et antagonique des luttes politiques où chaque alliance électorale représentait un « choix de société » se substitue une vision plus « pacifiée » de la réalité sociale où les camps politiques recouvrent des modes de gestion économique relativement proches qui ne

sont plus en mesure d'engendrer l'engagement émotionnel auparavant attaché à la politique<sup>49</sup>.

En transformant les stratégies indissociablement politiques et commerciales susceptibles d'être menées par les journaux « de gauche » et en amorçant le processus de privatisation de l'audiovisuel, l'arrivée d'un gouvernement socialiste a contribué à affaiblir l'emprise des logiques politiques sur l'orientation des commentaires journalistiques au bénéfice de logiques commerciales. La transformation de l'offre politique des partis « de gauche » et le processus de neutralisation relative de l'offre journalistique ont modifié la perception qu'il était possible d'avoir des luttes politiques. L'alternance de 1981 n'a donc pas seulement constitué un remaniement conjoncturel de l'organisation des pouvoirs publics mais a entraîné la modification durable des croyances et des représentations politiques des agents. Le phénomène connu sous le terme de « déclin des idéologies », dont les manifestations recouvrent à la fois la raréfaction des acteurs se réclamant des thématiques traditionnelles des partis « de gauche » et l'affaiblissement de la propension des agents à y accorder du crédit, loin de constituer un processus historique autonome, issu d'on ne sait quelle « prise de conscience » collective, se révèle au contraire le produit du fonctionnement ordinaire du jeu politique. L'identification entre 1968 et 1985 des logiques de renforcement puis de déclin relatif des sentiments d'appartenance partisane permet de comprendre les principes généraux de constitution et de transformation des rapports à la politique des électeurs. La concurrence électorale entre les entreprises partisans, par les oppositions que celles-ci suscitent, par leur capacité à enrôler des militants, par les productions intellectuelles qu'elles influencent, par les relais médiatiques qu'elles mobilisent, par les flux financiers qu'elles mettent en œuvre, par la multiplicité des intérêts qu'elles coordonnent, par l'énergie sociale que leur antagonisme est susceptible d'engendrer, exerce une emprise déterminante sur les cadres d'interprétation de la réalité sociale que peuvent mettre en œuvre les électeurs.

---

49. La baisse de l'implication émotionnelle en politique et l'affaiblissement des croyances en la possibilité de transformer la société au moyen de luttes collectives vont se manifester en particulier dans la décline relative des mouvements sociaux observée en France durant la décennie 1980 ; pour une tentative de mesure de l'évolution des mouvements collectifs entre 1975 et 1989, cf. Duyvendak (J. W.), *Le poids du politique. Nouveaux mouvements sociaux en France*, Paris, L'Harmattan, 1994.